

2ème assemblée des assemblées des gilets jaunes : ancrer le mouvement dans la durée

Category: Actualité politique, Travail, emploi, chômage

écrit par jmfouquer | 12 avril 2019

Cette 2ème assemblée des assemblées (ADA) a été organisée à Saint-Nazaire deux mois après celle de Commercy qui avait constitué un moment important du mouvement des GJ en réunissant environ 75 délégations et autour de 300 personnes.

Saint-Nazaire est une ville importante au sein du mouvement des Gilets Jaunes, grâce notamment à l'ouverture de la maison du peuple en décembre dernier, qui est rapidement devenu un lieu d'auto-organisation, de rencontres, de préparation des mobilisations ; et donc d'accueil de cette deuxième ADA. Celle-ci a permis de faire un bilan de l'état actuel du mouvement, de poursuivre le début de coordination nationale entamé à Commercy et de constater la représentativité grandissante de l'ADA : 235 délégations étaient représentées, avec 700 à 800 personnes, même si manquaient à l'appel certaines régions (notamment Picardie et Nord-Pas de Calais) ; les régions les plus représentées étant la Bretagne, la région entre Bordeaux et les Pyrénées Orientales, la vallée du Rhône, l'Alsace-Lorraine et la région parisienne.

Malgré les nombreux bâtons dans les roues mis par la municipalité de St Nazaire, l'ADA a pu se tenir dans de relativement bonnes conditions matérielles, grâce à l'investissement des GJ de la maison du peuple de Saint-Nazaire épaulés par des militant-e-s des alentours, et notamment, en ce qui concerne la nourriture, les réseaux autour de Notre-Dame-des-Landes.

Du côté de la préparation politique, plusieurs enjeux se combinaient :

– Parvenir à faire travailler ensemble pendant 3 jours des GJ

qui pour la plupart ne se connaissaient et n'ont pas nécessairement les mêmes pratiques collectives ;

– Faire en sorte que l'ADA ne soit pas seulement représentative des GJ influencés par la gauche radicale et les idées anticapitalistes et qu'elle soit plus représentative de la réalité composite des GJ que l'ADA de Commercy ;

– Faire que l'ADA ne soit pas seulement un lieu de rencontre mais puisse sortir avec des décisions les plus consensuelles possibles et retravaillées ensuite dans les AG locales ;

– Faire en sorte que ce soit l'ADA elle-même qui se fixe ses modalités de débat et de délibération

– Etre en capacité de s'adresser aux GJ présent-e-s, à ceux et celles qui ne se reconnaissent pas nécessairement encore dans l'ADA, et au-delà à tous ceux et celles qui peuvent exprimer une sympathie avec le mouvement.

Globalement, ces objectifs ont été plutôt atteints. Le texte adopté en fin d'ADA doit être portée auprès des AG locales, et le travail se poursuivra d'ici la 3ème ADA qui se tiendra en juin à Montpellier ou à Montceau-les-Mines.

Cette ADA a été marquée par un apparent paradoxe, puisque beaucoup de GJ ont fait état de la baisse d'activité, de présence sur les ronds-points ou dans les AG, mais qu'il y avait beaucoup plus de participant-e-s qu'à Commercy. Marque de la recherche d'un second souffle pour le mouvement, cette situation a été résumée par plusieurs intervenant-e-s par la formule : « on pensait faire un sprint et on est partis pour un marathon. » La tonalité des discussions dénotait cette préoccupation de s'inscrire dans la moyenne durée, quitte à relativiser des enjeux immédiats comme la démission de Macron. Après un premier moment d'échanges d'expériences en petits groupes puis synthétisés devant tout le monde, les discussions ont alterné des moments en ateliers et en plénière, autour de plusieurs thèmes :

Six questions posées par les GJ de Saint-Nazaire :

– Définition et fonctionnement de l'ADA

– Communication interne et externe

– Actions

- Face à la répression
- Quelles suites pour le mouvement (stratégie, alliances...) ?
- Revendications

Des propositions émanant d'AG locales, ou qui se sont rajoutées au début de l'ADA, essentiellement :

- La construction de contre-pouvoirs populaires locaux, autour d'assemblées citoyennes et abordant la question des élections municipales ;
- L'Union Européenne et les élections européennes
- Un projet de charte des GJ
- Les convergences écologistes
- La création de maisons du peuple
- Le lancement d'une assemblée délibérative nationale

Une partie de ces thèmes n'a pas été suivie tout le long du week-end et n'a pas forcément donné lieu à des textes aboutis ou à des décisions. Quelques remarques non exhaustives peuvent être faites à propos des débats les plus saillants :

Sur les objectifs et le fonctionnement de l'assemblée des assemblées : réaffirmation d'un certain nombre de principes afin de construire le mouvement dans la durée et en le dotant d'outils numériques facilitant son fonctionnement ; à noter qu'au souci d'indépendance vis-à-vis des partis politiques s'est ajoutée la mention d'indépendance vis-à-vis des organisations syndicales, ce qui dénote une volonté de mise à distance des syndicats, dont il a été très peu question dans les discussions. Parmi les points restés en suspens : les mandats des Ag locales (impératifs ou non), le rythme des ADA, les moyens pour réagir au nom de l'ADA à ce qui se passe entre deux ADA (par exemple à la conclusion du grand débat national...), la proposition d'un comité de liaison entre deux ADA...

Sur la stratégie, les alliances et la suite du mouvement : le débat fut assez difficile tant se mêlaient différentes dimensions : nos perspectives à court, moyen et long terme, nos rapports avec les autres gilets jaunes, les formes d'action à préconiser, les moyens pour remobiliser... A court terme, il s'agit de redévelopper la mobilisation par 3

semaines de préparation au plus près du terrain qui pourraient déboucher sur une semaine d'actions diverses autour du 1er mai. Sur le long terme, il a été rappelé la nécessité de plus retourner auprès des populations, de trouver de nouvelles formes d'expression et de rassemblement (éducation populaire...), de construire des réseaux et actions de solidarité. Les projets de construction de maisons du peuple, qui pourraient se coordonner en réseau, s'inscrivent dans cette perspective, après que de nombreux groupes de GJ aient vu leurs cabanes détruites. Par contre la question des alliances a été assez peu traitée, hormis sous l'angle des contacts avec d'autres luttes.

Face à la répression : un texte assez long a été adopté sans difficultés, qui appelle notamment à la journée de mobilisation pour le retrait de la loi anticasseurs le 13 avril (appel unitaire avec notamment la LDH).

Revendications : là aussi, les discussions furent compliquées quant à la façon de traiter l'ensemble des revendications portées par les groupes de GJ et la possibilité de les hiérarchiser. Si la déclaration finale de l'ADA comporte l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux, ainsi que des services publics pour tous et toutes, rien n'est dit sur le RIC ni la démission de Macron ; non pas que ces revendications aient disparu des préoccupations, mais, à l'image du mouvement, l'élargissement de l'arc revendicatif rend parfois difficile la possibilité de se fixer des priorités claires. Il a donc été seulement procédé à une thématisation des revendications autour des points suivants : arrêter la casse sociale et écologique ; vivre dignement avec ou sans travail ; de l'argent il y en a ; changer de système.

Sur les contre-pouvoirs locaux et les assemblées citoyennes : le débat a été impulsé par les GJ de Commercy dont la proposition initiale faisait référence notamment à la mise en place de mini-RIC locaux et appelait à prendre les communes, en articulant assemblées municipales et participation aux élections locales, et envisageait un réseau de communes libres

où le peuple décide. Ce dernier point (les élections) a fait débat, et le consensus n'a pas pu dépasser la proposition d'assemblées citoyennes et populaires, même si l'option électorale pour la mise en œuvre d'un municipalisme libertaire n'est pas écartée.

Sur l'UE et les élections européennes : il a été décidé d'intervenir au moment des élections européennes, à la fois par voie de tracts, affiches, débats... et par l'organisation d'une manifestation à Bruxelles qui pourrait être co-organisée avec des réseaux belges. Pour la première fois, les Gilets Jaunes ont pu prendre une position commune sur l'UE, une critique radicale qui ne tombe pas vers un repli nationaliste, malgré les tentatives de militants de l'UPR qui ont essayé de s'imposer dans les ateliers sur le sujet. Il s'agit maintenant de faire vivre cette prise de position par des activités publiques. Par ailleurs, alors que la proposition initiale était d'appeler au boycott des élections, il a été décidé de ne pas avoir de consigne de vote.

Sur les convergences écologistes : c'est peut-être là où le principe de convergence s'est le plus exprimé, l'appel final notant que « la multiplication des luttes actuelles nous appelle à rechercher l'unité d'action ». Même si de nombreuses réticences se sont exprimées à l'encontre des marches pour le climat (sur leur manque de radicalité, la composition plutôt bourgeoise des participant-es...), cet appel signale une réelle envie de s'adresser aux luttes écologistes actuelles.

Pour conclure, l'exercice d'organisation de cette ADA était difficile, et globalement, malgré quelques couacs (sur les écritures de textes, les conditions de travail des amendements, le caractère très masculin des animateurs de l'ADA, et plus généralement la quasi-absence de préoccupations féministes au cours du week-end...), l'exercice a été réussi. On verra dans quelques jours si la légitimité de l'ADA auprès des nouveaux arrivés et des autres GJ est importante. Reste des points d'interrogations sur notre capacité collective à trouver un second souffle pour les GJ, mais nul doute que cette ADA est une étape importante en ce sens.

Un Gilet Jaune présent à Saint-Nazaire.

Appel de Saint-Nazaire des gilets jaunes

Réunie du 5 au 7 avril à Saint-Nazaire, l'Assemblée des assemblées des Gilets jaunes a adopté dimanche 7 un appel final. En voici le texte.

Nous Gilets jaunes, constitués en assemblées locales, réunis à Saint-Nazaire, les 5, 6 et 7 avril 2019, nous adressons au peuple dans son ensemble. À la suite de la première assemblée de Commercy, environ 200 délégations présentes poursuivent leur combat contre l'extrémisme libéral, pour la liberté, l'égalité et la fraternité.

Malgré l'escalade répressive du gouvernement, l'accumulation de lois qui aggravent pour tous les conditions de vie, qui détruisent les droits et libertés, la mobilisation s'enracine pour changer le système incarné par Macron. Pour seule réponse au mouvement incarné par les Gilets jaunes et autres mouvements de lutte, le gouvernement panique et oppose une dérive autoritaire. Depuis cinq mois partout en France, sur les ronds-points, les parkings, les places, les péages, dans les manifestations et au sein de nos assemblées, nous continuons à débattre et à nous battre, contre toutes les formes d'inégalité et d'injustice et pour la solidarité et la dignité.

Nous revendiquons l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux, ainsi que des services publics pour tous et toutes. Nos solidarités en lutte vont tout particulièrement aux neuf millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté. Conscients de l'urgence environnementale, nous affirmons, fin du monde, fin du mois, même logique, même combat.

Face à la mascarade des grands débats, face à un gouvernement non représentatif au service d'une minorité privilégiée, nous mettons en place les nouvelles formes d'une démocratie directe.

Concrètement, nous reconnaissons que l'assemblée des assemblées peut recevoir des propositions des assemblées locales, et émettre des orientations comme l'a fait la

première assemblée des assemblées de Commercy. Ces orientations sont ensuite systématiquement soumises aux groupes locaux. L'Assemblée des assemblées réaffirme son indépendance vis-à-vis des partis politiques, des organisations syndicales et ne reconnaît aucun leader autoproclamé.

Pendant trois jours, en assemblée plénière et par groupes thématiques, nous avons tous débattu et élaboré des propositions pour nos revendications, actions, moyens de communication et de coordination. Nous nous inscrivons dans la durée et décidons d'organiser une prochaine Assemblée des assemblées en juin.

Afin de renforcer le rapport de forces, de mettre les citoyens en ordre de bataille contre ce système, l'Assemblée des assemblées appelle à des actions dont le calendrier sera prochainement diffusé par le biais d'une plateforme numérique. L'Assemblée des assemblées appelle à élargir et renforcer les assemblées citoyennes souveraines et de nouvelles. Nous appelons l'ensemble des Gilets jaunes à diffuser cet appel et les conclusions des travaux de notre assemblée. Les résultats des travaux réalisés en plénière vont alimenter les actions et les réflexions des assemblées.

Nous lançons plusieurs appels, sur les européennes, les assemblées citoyennes populaires locales, contre la répression et pour l'annulation des peines des prisonniers et condamnés du mouvement. Il nous semble nécessaire de prendre un temps de trois semaines pour mobiliser l'ensemble des Gilets jaunes et convaincre celles et ceux qui ne le sont pas encore. Nous appelons à une semaine jaune d'action à partir du 1er mai.

Nous invitons toutes les personnes voulant mettre fin à l'accaparement du vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires un nouveau mouvement social, écologique, populaire. La multiplication des luttes actuelles nous appelle à rechercher l'unité d'action.

Nous appelons à tous les échelons du territoire à combattre collectivement pour obtenir la satisfaction de nos

revendications sociales, fiscales, écologiques et démocratiques. Conscients que nous avons à combattre un système global, nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme. Ainsi nous construirons collectivement le fameux « tous ensemble » que nous scandons et qui rend tout possible. Nous construisons tous ensemble à tous les niveaux du territoire. Ne nous regardez pas, rejoignez-nous. Le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple.